

Entretien

La crise au delà de la crise

mercredi 28 octobre 2009, par [BENSAÏD Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : septembre 2009).

Nouveaux Cahiers du socialisme - Cette crise, il faut nous efforcer d'en saisir très rapidement la nature afin d'anticiper son ampleur, sa portée mais surtout pour contrer les solutions douloureuses de sortie de crise auquel le capitalisme nous a habitués. Il ne s'agit pas de couper les cheveux en quatre, mais bien de comprendre pour agir. Il nous semble en effet qu'une analyse adéquate de cette crise est indispensable à l'élaboration d'un cadre stratégique ou d'un programme d'urgence, comme celui proposé par le NPA par exemple.

Osons une typologie pour amorcer la discussion. On peut identifier d'abord un camp du déni qui réduit le problème à une question de pouvoir d'achat lié au surendettement des classes moyennes, particulièrement aux États-Unis. Incapables de consommer davantage, de faire chauffer le plastique des cartes de crédit, elles sont tenues responsables de ce qui arrive et on blâme leur manque de confiance dans l'avenir. Manque de confiance, voilà pour cette analyse le maître mot de la crise.

D'autres, par ailleurs, essaient d'expliquer la crise par l'incurie, voire la malhonnêteté de certains hauts dirigeants du secteur financier qui auraient perdu tout contact avec la réalité. Dans ce cadre, la sortie de crise passe par un bon ménage, quoique très partiel et sélectif, assorti d'une réglementation adéquate pour encadrer les aspects les plus effrénés de la spéculation, quitte à renforcer le contrôle des pouvoirs publics. « We are all socialist now », titrait *Newsweek* en février 2009.

Enfin, dans le camp de la gauche altermondialiste, l'effort de compréhension cherche visiblement à approfondir l'analyse. Cette crise n'est pas la première, ni hélas, la dernière : elle est inhérente au capitalisme. Mais contrairement aux classiques crises de surproduction, celle-ci émergerait d'un gouffre sans fond entre, d'une part, l'économie réelle qui produit les biens et services et, d'autre part, l'activité spéculative qui produit quarante fois plus d'argent sans produire un iota de valeur réelle : celle qui est le fruit du travail. C'est la thèse de l'économie casino et de ses nouveaux maîtres, les spéculateurs, pratiquant une sorte de grand banditisme. « Croony capitalisme », dira Samir Amin. Que penser de tout cela ?

Daniel Bensaïd - On cherche souvent à comparer la crise actuelle à la grande crise de référence, celle de 1929. Les différences importent autant que les ressemblances. La crise actuelle est probablement beaucoup plus grave. C'est fondamentalement une crise de la loi de la valeur, une crise donc de la démesure ou de la malmesure d'un monde (capitaliste) où richesses et rapports sociaux sont évalués au seul étalon du temps de travail abstrait. Or, ainsi que Marx l'annonçait dans ses Manuscrits de 1857-1858, cet étalon est devenu de plus en plus « misérable » et irrationnel avec une socialisation (une coopération) de plus en plus poussée du travail et une intégration de plus en plus forte du travail intellectuel et du travail manuel. C'est ce dont témoignent, entre autres, les critères d'évaluation abracadabrants élaborés pour quantifier l'inquantifiable et mesurer l'incommensurable en matière d'éducation ou de santé.

Dans sa double dimension, sociale et écologique, cette crise prend sa source au cœur même du système. Le caractère « misérable » de la loi de la valeur s'y manifeste en effet par l'explosion des

nouvelles formes de pauvreté et d'exclusion sociale : pourquoi les gains de productivité mirobolants, au lieu de se traduire par davantage de « temps libre », génèrent toujours plus de chômage et de précarité ? Et comment évaluer en « temps réel » (les cours de la Bourse !) et en termes monétaires les dégâts infligés aux conditions naturelles de reproduction de l'espèce humaine (déforestation, pollution des océans, stockage des déchets nucléaires, changements climatiques).

La crise est d'emblée mondiale ou globale dans la mesure où le système capitaliste a pratiquement épuisé les réserves d'expansion externe lui permettant, selon Rosa Luxembourg dans *L'accumulation du capital*, de repousser ses limites en intégrant à la production marchande des zones géographiques ou des formes de production qui lui échappaient encore. Lors de la crise des années 30, la population et la production agricoles représentaient encore plus de 30% dans les principaux pays capitalistes, de sorte que les solidarités familiales et villageoises pouvaient constituer des amortisseurs sociaux. Aujourd'hui, les salariés constituent environ 90% de la population active, de sorte que la crise, de licenciements en délocalisations, fait boule de neige. En France, le gouvernement en est à se féliciter du rôle que jouent (encore !) ce qu'il appelle désormais pudiquement « les stabilisateurs automatiques », soit, en clair, ce système de protection sociale qu'il s'acharnait à liquider.

Enfin, cette crise est aussi, pourrait-on dire, une crise des solutions à la crise. On parle beaucoup, dans les gazettes, de New Deal ou de relance keynésienne. C'est oublier un peu vite que le New Deal de Roosevelt a permis en 1934 une courte reprise (sous la pression de grandes luttes ouvrières), avant une brutale rechute en 1937-38 ; la crise n'a été réellement surmontée que par l'explosion de l'industrie d'armement et l'économie de guerre. Mais c'est surtout oublier que les politiques keynésiennes d'après-guerre n'ont pas seulement consisté en un « cercle vertueux » entre productivité, salaires, et consommation de masse, mais qu'elles supposaient tout un édifice institutionnel (droit du travail, services publics, politiques monétaires) établi dans des cadres nationaux aujourd'hui battus en brèche par la globalisation et la dérégulation. Pour envisager une relance keynésienne à l'échelle européenne, comme l'envisagent parfois les partis sociaux-démocrates dans leurs discours électoraux, il faudrait un virage à 180° de la construction européenne qu'ils ont eux-mêmes soutenue depuis un quart de siècle : une reprise de contrôle politique de la monnaie (abandonnée aujourd'hui à la Banque centrale), une reconstruction des services publics et des systèmes de protection sociale méthodiquement détruits depuis vingt ans par les gouvernements de droite et de gauche, une abrogation des traités européens instituant la libre circulation des capitaux, etc.

Si l'on évalue ainsi la nature et l'ampleur de la crise, on mesure l'indigence des explications et des solutions généralement avancées, qu'il s'agisse de la thèse dite de la « sous-consommation », ou de celle invoquant l'immoralité des banquiers. La première reprend plus ou moins la théorie de Say sur l'équilibre spontané supposé entre production et consommation, qui peut valoir pour une économie de troc, mais non dans une économie capitaliste où production et consommation sont dissociées dans le temps et dans l'espace.

Il est établi aujourd'hui que, sous l'effet des contre-réformes libérales, 10% de la valeur ajoutée sont passés en vingt ans de la poche des travailleurs à celle des capitalistes (actionnaires, etc), de sorte que le « pouvoir d'achat » n'a pas suivi les gains de productivité. La consommation a donc été soutenue par un recours massif au crédit et à l'endettement qui ont permis de différer une crise latente de surproduction. Révélée par l'explosion de la bulle spéculative, elle est aujourd'hui manifeste dans les secteurs clefs du bâtiment ou de l'automobile.

Cette séquence néo-libérale s'est aussi caractérisée par une explosion des inégalités, moralement choquante certes (avec les parachutes dorés, bonus prodigieux, retours miraculeux de 15% sur investissement pour une croissance moyenne inférieure à 5% !), mais néanmoins fonctionnelle :

cette explosion a permis de compenser partiellement la compression de la consommation populaire par l'essor d'un secteur de consommation de luxe. L'incrimination indignée de la cupidité patronale sert donc aujourd'hui de diversion. Elle masque notamment la responsabilité politique des gouvernements de droite et de gauche. La dérégulation n'est pas en effet un phénomène économique aussi fatal que les calamités dites naturelles (qui ne le sont pas toujours au demeurant) : il a fallu vingt ans de mesures législatives pour déréguler les Bourses, libérer la circulation des capitaux, privatiser les services publics, promouvoir le brevetage du savoir et du vivant, etc.

La formule de « l'économie casino » ne fait donc que désigner un phénomène déjà décrit par Marx dans les Théories sur la plus value et dans Le Capital, à savoir celui du fétichisme monétaire, du « capital fictif », du miracle de l'argent qui ferait de l'argent par auto-engendrement, sans passer par la fécondation de la production et de la circulation. Le fameux retour sur investissement de 15% pour une croissance de 4 ou 5 % était plus prodigieux encore que le miracle biblique de la multiplication des pains. Il ne pouvait durer éternellement, et s'il était impossible de prévoir la date et le détonateur de la crise, il n'y avait pas besoin d'être diplômé de la London School of Economics pour comprendre qu'elle était inévitable.

Quant à la fable sur la moralisation du capitalisme, son inanité est évidente. En traitant les travailleurs jetables comme des « variables d'ajustement », le capitalisme a toujours traité les hommes comme des moyens et non comme des fins. C'est ce qu'admet ouvertement la philosophie utilitariste et ce que Marx résumait fort bien en écrivant, dès les premières pages du Capital, qu'à l'entrée de l'enfer de l'exploitation était écrit : « No entry, except for business. » Entrée interdite, sauf pour affaires. Autrement dit : laisser sa morale à la porte.

Nouveaux Cahiers du socialisme - Question difficile maintenant, bien qu'ancienne, qui renvoie à la discussion réforme ou rupture révolutionnaire mais dans un nouveau contexte, celui du néolibéralisme triomphant et de ce que nous appelons le socialisme du 21^e siècle. Quatre cent ans après son émergence, le capitalisme est-il au bout de sa route et n'est-il encore fort que de la faiblesse et de la désunion de ceux qui le contestent ?

Peut-on envisager une voie de sortie de crise qui soit autre chose que la guerre ou un fascisme version 21^{ème} siècle ? Peut-on envisager une sorte de néo-keynésianisme musclé par les luttes sociales et écologiques et s'appuyant sur une large coalition issue de toutes les sphères de la société civile ? Dit plus simplement : y a-t-il une autre vie possible pour le capitalisme postnéolibéral ? Cette question n'est ni théorique, ni spéculative. La réponse qu'on lui apporte induit différentes propositions programmatiques et organisationnelles des différents courants se réclamant du socialisme. Formulé plus directement : doit-on militer pour unifier et mettre en mouvement les forces de résistance aux « excès » néolibéraux ou au capitalisme ?

Daniel Bensaïd - Question difficile... Ecartons d'emblée l'idée d'une crise finale du capitalisme telle que l'envisageaient les théoriciens de l'effondrement (*Zusammenbruchtheorie*) comme Eugen Vargas lors de la « troisième période d'erreur de la III^e Internationale ». Il y a probablement une issue, le problème étant de savoir à quel prix et sur le dos de qui. Le prix de l'issue à la crise de 1929 a été exorbitant pour les opprimés et les exploités : le fascisme, une guerre mondiale, et la consolidation temporaire d'un stalinisme apparemment victorieux. Mais il faut se garder de penser l'histoire sous forme de la répétition du même, au risque de rester aveugle à ce qu'elle présente toujours d'inédit et de surprenant. Nul ne sait ce que peut donner aujourd'hui la combinaison des crises économique, sociale, et écologique.

En revanche, si, comme vous le rappelez, le capitalisme en tant que système dominant n'a approximativement que quatre ou cinq siècles d'âge, il est certain qu'il n'est pas éternel. Quel peut

être son au-delà ? Cela dépend, aurait dit Héraclite, de la nécessité et de la lutte. Quel dépassement du capitalisme est envisageable ? Ce n'est pas une question de modèle ou d'horizon utopique. Il s'agit de détecter dans les luttes actuelles, dans le « mouvement réel » qui tend à abolir l'ordre existant, le germe des possibles. Pour moi, ce germe réside dans l'opposition d'une logique solidaire (du bien commun, du service public, de l'appropriation sociale), à la logique concurrentielle de la propriété privée et du calcul égoïste. C'est ce que j'ai résumé, entre autres, dans *Les Dépossédés*.

La question (et les doutes) portent en réalité plutôt sur les forces capables de faire aboutir cette grande transformation sociale. Dès le début des années 60, dans *L'homme unidimensionnel*, Marcuse posait la question de savoir s'il était encore possible de briser le cercle vicieux de la domination. Il la posait par rapport à une société de consommation qui semblait promise à l'abondance, à la saturation des besoins, à l'intégration sans restes des capacités subversives du prolétariat. Sa quête de sujets sociaux de rechange (les étudiants) a fait long feu. De fétichisme en spectacle (Debord, 1967), de spectacle en simulacre (Baudrillard, 1980), le cercle vicieux n'a semble-t-il cessé de se parfaire et de se refermer. On est pourtant bien loin aujourd'hui des mythes de l'abondance à portée de main, et les luttes sociales, y compris la lutte de classe, connaissent un regain d'intensité.

La question nouvelle, à mon sens, est celle de la construction d'un nouveau bloc historique hégémonique à partir de l'irréductible pluralité des contradictions et des dominations, de l'irréductible pluralité (et discordance) des temps sociaux.

L'expérience des Forums sociaux donne à ce propos de précieuses indications. Qu'est ce qui fait que des mouvements aussi divers que des syndicats industriels, des mouvements féministes, écologistes, culturels, etc, puissent y converger ? Pour moi, le grand unificateur, c'est le capital lui-même : c'est sa logique systémique mondialisée qui génère le besoin de réponses anti-systémiques. Mais tout cela débouche sur une autre question qui déborde les limites de cet entretien, celle de l'articulation entre luttes sociales et politiques, entre mouvements sociaux et partis, entre contestation sociale et représentation institutionnelle.

Quant à savoir, puisque telle est la question, s'il y a « *une vie possible pour le capitalisme post-libéral* », la réponse serait : probablement, mais quelle vie ? Avant de proclamer, comme nous l'avons fait dans les forums sociaux, qu'un autre monde est possible, il faut se convaincre qu'il est d'abord nécessaire. Il s'agit donc de le rendre possible. Et cet autre monde ne saurait se contenter de corriger les excès et abus du capitalisme (qui sont inscrits dans son logiciel). Il exige de briser sa logique mortifère.

NCS : Ce qui donne vigueur et substance à l'hypothèse de la nécessaire rupture révolutionnaire d'avec le capitalisme renvoie sans aucun doute à cette spectaculaire incapacité des classes politiques dirigeantes à fournir des explications et des réponses satisfaisantes à la crise. Pour l'essentiel, ce sont les mêmes qui, après avoir allumé l'incendie, se transforment en pompiers. Mais cette incapacité, on la rencontre aussi, sur le plan des idées, chez les intellectuels des groupes de réflexion qui ont expliqué le monde selon Friedman ces trente dernières années. De leur côté c'est également le désert. On les sent incapables de formuler des propositions nouvelles, si ce n'est celle d'un capitalisme vert aux contours vagues et imprécis. Leurs réponses sont pour le reste souvent insignifiantes et culpabilisantes...

Du côté des classes populaires, les luttes sont dures et surtout défensives. Acculés le dos au mur, on essaie de contrer les pertes d'emplois, les reculs sur les conditions de travail, la vie chère. Il s'agit essentiellement de luttes pour contrôler et limiter les dégâts de la crise.

Comment expliquer cet écart entre la dureté des affrontements et la modestie tant des objectifs que des résultats qui tranche singulièrement avec les grandes batailles de la période keynésienne ?

Comment expliquer cette inflexibilité des classes politiques dirigeantes qui tranche non moins singulièrement avec une certaine plasticité du capitalisme d'hier ? Les impératifs de la concurrence mondialisée n'expliquent pas tout ; il y a sûrement d'autres facteurs qui jouent : lesquels ?

Par ailleurs, la très réelle menace que fait courir à l'humanité la détérioration de notre environnement alimente un profond sentiment d'urgence, surtout dans la jeunesse. En définitive, pouvons-nous nous payer encore le luxe d'être modérés ? La perspective radicale n'est-elle pas devenue une impérieuse défense de nécessité fondant notre droit à la révolte ?

Daniel Bensaïd - Que les luttes populaires, souvent dures et longues, aient un caractère défensif n'a rien de surprenant. Le vingtième siècle s'est achevé par une défaite historique des espérances d'émancipation. Il ne s'agit ni exclusivement, ni principalement, comme on tend parfois à le croire, d'une défaite idéologique ; à savoir : du discrédit du projet communiste au vu de la faillite du socialisme réellement inexistant incarné par le despotisme bureaucratique. Il s'agit surtout d'une défaite sociale que résume bien le doublement, en moins de vingt ans, de la main d'œuvre disponible en concurrence sur un marché mondialisé et dérégulé du travail. Cette donnée va peser lourdement sur les rapports de forces sociaux à l'échelle internationale jusqu'à ce que les résistances qui émergent à peine en Chine, en Europe de l'Est, en Russie, se traduisent par une réorganisation syndicale et politique. Cela finira par arriver, mais une course de vitesse est engagée, et cette course de vitesse, les catastrophes (sociales et écologiques) du vingt-et-unième siècle peuvent hélas la gagner.

En même temps, la brutalité de la crise suscite bien évidemment des réactions, certes défensives (il suffit, pour mesurer le chemin parcouru à reculons, de rappeler qu'en 1985 le congrès du syndicat de la magistrature votait en France une motion pour la suppression des prisons !), mais radicales et parfois violentes. Comme si bon nombre de travailleurs étaient écartelés entre la peur (légitime du chômage) et la colère devant tant d'injustices et d'inégalités. La question qui ou quoi, de la peur ou de la colère, l'emportera n'est pas tranchée. Si c'est la peur, ce sera le sauve qui peut général, la guerre de tous contre tous, et la montée du racisme et de la xénophobie dont on perçoit déjà les prémices.

Bien sûr, la perte de confiance dans les solutions ou les « modèles » alternatifs est aussi un lourd handicap. Il se traduit par la tentation du repli sur un faux réalisme minimaliste et sur des politiques du moindre mal qui nourrissent les grandes déceptions et les grands découragements. Mais on perçoit déjà les signes, certes minoritaires, d'un réengagement politique, y compris chez les jeunes. Après ce que j'appelle le moment utopique de la fin des années 90 et du début de la décennie, caractérisé par l'opposition entre des « nouveaux mouvements sociaux », considérés sains par nature, et des partis politiques ringardisés, la crise démontre que l'auto-suffisance des mouvements sociaux est une illusion et la nécessité de reconstruire une perspective politique face à l'intransigeance des classes dominantes.

Car, comme vous le dites, elles sont intransigeantes. Face à la crise, elles prétendent prendre des mesures cosmétiques de moralisation du capitalisme. Mais le peu de décisions concrètes sorties du sommet du G 20 montrent que les limites des déclarations d'intention sont vite atteintes. Pendant la crise, la contre-réforme libérale continue, en matière d'éducation, de santé, de droit du travail, etc. Pourquoi cette intransigeance ? Peut-être parce qu'en dépit des discours sur la « refondation du capitalisme » ou sur un « New Deal vert », les stratèges des classes dirigeantes savent fort bien que revenir à des politiques keynésiennes (à supposer que ce soit possible dans le cadre d'une économie mondialisée), ce serait retrouver les contradictions auxquelles la contre-réforme libérale prétendait échapper. Ils font preuve à leur manière d'une forte conscience de classe : pour eux, la sortie de crise passe par la nécessité d'infliger aux classes dominées une défaite historique encore plus lourde, et d'en finir avec ce qui subsiste des acquis sociaux de la période précédente.

Face à ce « pur capitalisme » (selon la formule de Michel Husson), un pur anticapitalisme est nécessaire pour conjurer la catastrophe, sociale et écologique, imminente.

Nouveaux Cahiers du socialisme - Depuis la grande période de crise 1910-1950, les gauches ont plus ou moins réussi à « lire » correctement les soubresauts du capitalisme. Il y a eu bien sûr des exceptions comme le moment de Pétrograd en 1917 ou celui de Yenan en 1940. Mais dans la plupart des situations, l'incapacité de la gauche à penser les crises a conduit à des erreurs graves : soit d'aller trop vite et de manière trop optimiste (Berlin 1923), soit, la plupart du temps, de ne pas bouger assez vite et assez loin. On peut se justifier en disant que l'histoire n'est pas lisible comme une boule de cristal et que le marxisme n'est pas une boussole infaillible ou un logiciel mais est-ce suffisant ?

Il y a à gauche une oscillation dramatique entre un attentisme marqué d'économisme, une sorte de fatalisme, et un ultra volontarisme comme quoi tout serait possible et tout de suite. Les deux attitudes s'inscrivent par ailleurs dans un fondement commun, une croyance presque religieuse au « progrès », à l'avènement inévitable du socialisme...Toi, tu conçois la politique comme un nœud tressé de bifurcations et de possibles, de régressions aussi hélas, ce qui représente une avancée par rapport à la vision économiste de l'histoire. Est-il possible d'aller encore plus loin ? Comment faire, par exemple, pour éviter l'isolement d'une couche de militants volontaristes, enthousiastes, formée de jeunes surtout, dans un monde qui fonctionne globalement à la routinisation, enfoncé dans une sorte de somnambulisme pour reprendre l'expression célèbre d'Hermann Broch ?

Daniel Bensaïd - Il y a belles lurettes que « les illusions du progrès » ont du plomb dans l'aile, depuis au moins un petit livre de Georges Sorel qui, dès avant 1914, portait déjà ce titre. Puis il y eut, au lendemain de la Première guerre mondiale, les regards de Valéry sur le monde actuel, le Freud du *Malaise dans la civilisation*, les *Thèses* de Benjamin sur le concept d'Histoire. Aujourd'hui, crise écologique aidant, nous savons mieux que jamais que les civilisations sont mortelles, et que nous faisons nous-mêmes une histoire ouverte sans Jugement dernier.

« *Comment faire pour éviter l'isolement d'une couche de militants volontaristes...* », demandez-vous ? Si nous le savions ! Le propre (et la grandeur) d'une politique profane, sans garantie divine ni scientifique, c'est précisément de « *travailler pour l'incertain* » (selon une vieille formule de Saint Augustin). L'engagement révolutionnaire a inévitablement la forme d'un pari, d'un pari raisonné certes, le plus lucide possible, mais il n'y a pas de science exacte des révolutions. Pour changer le monde – ce qui est plus urgent que jamais – nous sommes condamnés au bricolage, sans certitude de réussir ; mais avec la certitude que si nous n'essayons pas nous serons condamnés à mourir de honte avant même d'être anéantis par une éventuelle catastrophe nucléaire ou par un désastre climatique.

P.-S.

* Entretien publié au Québec dans les Nouveaux Cahiers du socialisme (Editions Ecosociété, Montréal), Numéro 2 – automne 2009.